

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 8 JUIN 1979 - N° 932

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Elections européennes : à 3 jours du scrutin

La longue campagne des élections européennes touche à sa fin. Jeudi, les électeurs de Grande-Bretagne, d'Irlande, du Danemark et des Pays-Bas élisent leurs candidats au Parlement européen, mais ils devront attendre le dépouillement comme les 5 autres pays de la CEE qui votent dimanche, pour connaître la composition de cette assemblée. En définitif, dans cette campagne il aura beaucoup été question de la politique intérieure de chaque Etat, en particulier en France.

LIRE EN PAGES 4 ET 6

## Non aux atteintes aux libertés démocratiques

LIRE EN PAGE 2

## Corse : la révolte des jeunes face aux forces de répression

LIRE EN PAGE 5

**Dans**  
**Le Quotidien**  
**du Peuple**  
**du samedi**  
**9 juin**

Erythrée :  
une nouvelle phase  
de la lutte  
Une interview du cinéaste  
Christian Sabatier

Notre dossier :  
Les luttes en Europe

# Le conflit pétrolier RESISTANCES EUROPEENNES FACE AU REFUS AMERICAIN



François-Poncet et Schmidt ont fait état publiquement des contradictions qui les opposent à Carter sur le problème pétrolier.

Quarante-huit heures après le voyage de François-Poncet et Giraud aux Etats-Unis, c'est au tour du chancelier allemand Schmidt.

Dans leurs déclarations, ils ont tous fait état publiquement de contradictions qui se cristallisent ces derniers jours avec les USA, concernant les mesures prises par ceux-ci de subventionner leurs importations de pétrole.

Face à l'arrogance américaine les impérialistes européens, qui restent dans la sphère d'influence des Etats-Unis opposent à cette superpuissance des résistances limitées. Toutefois, celles-ci ne sauraient, comme le fait *l'Humanité*, être purement et simplement niées.

Giscard entend proposer au prochain conseil européen de Strasbourg, qui se tiendra le 21 et 22 juin, des mesures d'économies d'énergie, mais également une surveillance plus

étroite du marché libre, c'est sur ce marché que les USA ont fait monter les enchères et ont exercé par ce biais une forte pression sur les pays européens qui s'y approvisionnent.

Par ailleurs, les projets évoqués régulièrement d'établir une concertation entre pays européens consommateurs de pétrole et pays producteurs de pétrole ne sont pas abandonnés. Ils seront aussi discutés à Strasbourg.

La façon dont les pays européens se situeront par rapport aux différentes revendications de l'OPEP, qui se réunit fin juin, sera aussi significative du degré de résistance dont les impérialistes européens entendent faire preuve face à la superpuissance US.

Ce degré de résistance dépendra pour une part de leurs capacités à s'entendre et à définir des positions communes.

LIRE EN PAGE 8

## LA LUTTE DES SAVIEM A CAEN ET A LIMOGES

A l'usine Saviem-RVI de Blainville, mercredi à 21 heures, un commando de cadres en voitures, entourant un camion, a tenté de forcer les portes pour charger des pièces détachées à l'intérieur de l'usine. Ils ont été repoussés par le piquet de grève. Celui-ci gêne terriblement la direction en l'empêchant de se ravitailler en pièces détachées qui commencent à manquer chez les concessionnaires.

Jeudi matin, de nombreux travailleurs sont venus renforcer le piquet de grève. A 200 mètres de là, cadres et petits chefs étaient rassemblés. L'accord tacite des travailleurs qui ne sont pas directement dans l'action mais qui soutiennent la grève est déterminant. Cependant, le manque de propositions stimulantes de l'intersyndicale risque d'éroder leur soutien. Jeudi à 9 h 30, une délégation accompagnée d'un cortège de voitures devait se rendre à la préfecture, tandis que beaucoup de gars restaient garder la porte de l'entreprise.

A Limoges, après l'annonce mercredi par le tribunal de l'ordre d'évacuer l'usine, les travailleurs restaient mobilisés dans l'attente de l'intervention des flics. Les contacts sont maintenus en permanence avec l'usine de Blainville. « Si les flics évacuent, déclarait jeudi matin un délégué CFDT, on fera l'occupation à l'extérieur ».

LIRE EN PAGE 3

Après le voyage  
d'une délégation  
du Comité central  
du PCR ml en Chine,  
début  
de la publication  
de plusieurs articles

Demain :  
**LA**  
**DEMOCRATIE**  
**SOCIALISTE**  
**EN CHINE**

# NON AUX ATTEINTES AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES !

Les libertés, celles des travailleurs, celles de notre peuple, nos libertés, sont aujourd'hui gravement menacées.

Avec le plus parfait cynisme, le gouvernement des Giscard-Barre-Bonnet vient de lancer une offensive de grande ampleur contre les libertés démocratiques. Ce qui est en cause, c'est le droit de faire grève, c'est le droit pour les immigrés de travailler et vivre en France, c'est le droit d'informer, par la presse ou par l'affiche.

## ● Le droit de manifestation est attaqué

Giscard n'y est pas allé par quatre chemins : le 29 mars, il a donné ordre aux préfets « de refuser les autorisations de manifestations dans le centre des villes, dès lors que celles-ci ne présentent pas les garanties absolues de sécurité ». Cette consigne a déjà été appliquée, à plusieurs reprises, depuis le mois d'avril. Elle peut l'être à TOUTES les manifestations, car que signifient les « garanties absolues de sécurité », laissées à l'appréciation des préfets, quand on sait les provocations auxquelles peuvent faire face les manifestations ?

Ce n'est pas un hasard si Giscard a donné ses ordres au lendemain de la marche des sidérurgistes sur Paris, et des incidents qui l'ont suivie. Ce 23 mars, c'est à une véritable machination que s'est livré le pouvoir, suscitant les affrontements, notamment par le biais de provocations policières incessantes et délibérées, arrêtant au hasard près de 200 personnes, et condamnant à de lourdes peines de prison — sur la base de fausses accusations — de jeunes innocents.

Le droit de manifestation, il est déjà bafoué quand le simple fait de manifester fait courir le risque d'une arrestation ou d'une condamnation, il est déjà bafoué quand on est contraint, comme à Paris le 1<sup>er</sup> mai, de défilier derrière les blindés anti-émeutes de la police, entre les rangées de CRS, arme à l'épaule.

## ● Le droit de grève est attaqué

Presque en catimini, dans l'enceinte feutrée du Palais-Bourbon, les députés viennent d'adopter une loi lourde de conséquences : le droit de grève, pourtant déclaré inaliénable par la Constitution, est désormais réglementé pour les travailleurs de la télévision. C'est aux patrons de la télé qu'il revient maintenant de décider si une grève est justifiée ou non, et ils peuvent réquisitionner le personnel gréviste. Cette loi est un dangereux précédent : déjà, plusieurs ministres ont fait savoir publiquement que la réglementation du droit de grève devait s'étendre aux autres services publics, qu'il s'agisse des PTT, de l'EDF, ou des transports...

La loi antigreve intervient au moment où les agressions policières contre les travailleurs en lutte deviennent systématiques. Le droit de grève, il est déjà en péril quand les travailleurs qui occupent leurs usines savent qu'ils seront inmanquablement attaqués par les bataillons noirs des CRS ou des gardes-mobiles.

## ● Le droit pour les immigrés de travailler et vivre en France est attaqué

Les prisons clandestines, les expulsions arbitraires à la suite d'un simple contrôle de papiers, le refoulement des familles aux frontières, tout cela est aujourd'hui légalisé avec la sinistre loi Bonnet. Tout travailleur immigré accusé de « troubler l'ordre public » pourra désormais être immédiatement expulsé. En clair, tout travailleur immigré qui participera à une manifestation ou à une grève peut être accusé de troubler l'ordre de la bourgeoisie, et par conséquent expulsé.

## ● Le droit d'informer est attaqué

Sous de fallacieux prétextes prétendent « écologiques », le pouvoir vient de réglementer le droit d'affichage. Désormais, le simple fait de coller des affiches, notamment dans les villes, fait encourir d'énormes peines, allant jusqu'à plus d'un million ancien par affiche collée ! Au nom de la « responsabilité collective », une aberration selon les principes du droit, les organisations politiques ou syndicales peuvent ainsi être condamnées à des amendes très lourdes.

Dans le même temps, la liberté de la presse elle aussi se voit menacée. A Longwy, les CRS tirent à bout portant sur des journalistes, blessant plusieurs d'entre eux. L'envoyé spécial du *Quotidien du Peuple* est arrêté et inculpé. La police et les juges dissèquent les articles des journalistes, allant même jusqu'à inculper l'un d'entre eux de « provocation au meurtre » parce qu'il s'était indigné des condamnations du 23 mars ! Les radios libres sont elles aussi attaquées sans merci, coupables qu'elles sont de donner la parole aux travailleurs.

Pour mener à bien ses attaques contre les libertés démocratiques, le gouvernement fait bien sûr donner son appareil d'Etat, de sa justice aux ordres — qui ressort l'inique loi anticasseurs, jamais encore appliquée à une si grande échelle — à sa police et à sa télévision.

## L'ENJEU, C'EST LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET LA VIE CHÈRE

De telles attaques exigent la riposte la plus large, et la plus résolue, car l'enjeu est d'importance. Ce qui se

trouve en cause, ce sont les conditions dans lesquelles la classe ouvrière et les larges masses populaires pourront faire face à la crise. Si le pouvoir s'en prend aujourd'hui avec une telle hargne aux libertés démocratiques, c'est bien pour empêcher les travailleurs de développer de manière offensive leurs luttes, comme cela a commencé à se faire avec les actions déterminées des sidérurgistes contre le plan-acier de la bourgeoisie.

C'est pour s'opposer aux luttes des travailleurs que le pouvoir tente d'interdire les manifestations, qu'il utilise tous les moyens pour les provoquer ; c'est pour cela qu'il tente de dissuader les travailleurs d'y participer, en faisant planer la menace de l'arrestation, voire de la condamnation.

C'est pour empêcher le développement des luttes que le pouvoir s'en prend au droit de grève, ou qu'il envoie ses hommes de main contre les usines occupées. C'est pour briser l'unité de la classe ouvrière que le pouvoir s'en prend ainsi aux travailleurs immigrés, partie intégrante de la classe ouvrière.

C'est pour s'opposer aux luttes de la classe ouvrière que le pouvoir s'en prend à l'information, quand celle-ci est coupable de parler des luttes de notre peuple, par la presse ou les affiches.

Qu'on ne s'y trompe pas : ce qui est attaqué, ce n'est ni plus ni moins la possibilité pour la classe ouvrière et le peuple de lutter contre le chômage et la vie chère.

## UNITÉ !

Les droits démocratiques, ce sont les droits du peuple. Plus que jamais, c'est tous ensemble que nous devons combattre pour ces droits élémentaires.

C'est tous ensemble que nous devons dire non aux provocations contre les manifestations !

Non aux interventions policières contre les usines occupées !

Non aux lois antigreve !

Non aux attaques contre les travailleurs immigrés ! Non à leur expulsion !

Non aux attaques contre le droit à l'information !

Non aux tentatives de réduire au silence les radios libres !

Non à la coordination de la répression patronale avec celle de l'Etat !

Dans ce combat, l'unité est notre force. C'est ce qu'ont prouvé les sidérurgistes et la population de Longwy, dont l'unité et la mobilisation ont contraint le pouvoir à reculer en relaxant les cinq travailleurs inculpés après les manifestations du 17 mai.

Voilà le chemin à suivre pour défendre les libertés démocratiques !

Ce texte est à reproduire en tract

## ● Le PS et la liberté d'affichage

Chenard, député maire (PS) de Nantes, vient d'adresser au PSU une lettre édifiante. On y lit : « Les pouvoirs publics et en particulier la municipalité de la ville de Nantes constatant l'ampleur croissante de la pollution urbaine, notamment par l'affichage sauvage et les graffitis sur les murs et le mobilier urbain ont pris les mesures nécessaires pour faire disparaître ces nuisances.

Malgré ces dispositions, j'ai constaté que des affiches concernant votre activité avaient été apposées sur les murs des immeubles (voir liste ci-jointe) (il s'agit d'une vespasienne et de piles de pont, NDLR). Je vous enjoins de faire disparaître dans les délais les plus brefs cet affichage illégal ; faute par vous de déférer à cette injonction, je ferais procéder à son enlèvement par les soins des services municipaux et les frais correspondants seraient mis à votre charge, indépendamment des poursuites pénales dont vous seriez l'objet. Précisons que cette intervention survient au moment où le gouvernement fait passer à l'Assemblée nationale une loi restreignant considérablement le droit d'affichage. Monsieur le Maire socialiste de Nantes apporte sa modeste contribution à ces atteintes gouvernementales aux libertés démocratiques.

## La campagne anti-allemande du PCF

# TOUS LES MOYENS SONT BONS! Y COMPRIS LES PIRES.

Savez-vous qui a eu l'idée de mettre sur pied la Communauté économique européenne ? L'*Humanité* de ce mercredi apporte à ce sujet une révélation qui va bouleverser toutes les conceptions historiques. Selon le journal-qui-dit-la-vérité, en 1944, un mois avant le débarquement allié en Normandie, un professeur allemand avait prononcé une conférence devant les patrons allemands. Ce monsieur aurait déclaré : « L'expérience acquise par l'Allemagne et les résultats qu'elle a obtenus rendent possible le développement des forces productives européennes (...). Après la guerre, l'Allemagne ne reviendra pas aux principes de la politique commerciale libérale, mais procédera selon les exigen-

ces de la Communauté économique européenne ». Les roulettilles de L'*Humanité* en concluent que « dans les milieux de la grande industrie allemande » on préparait « l'avenir : l'organisation économique d'une Europe qui, quelles que soient les circonstances, sera dominée par la présence germanique ».

En somme, l'existence de la CEE constitue la revanche des nazis. Il y manque tout de même l'occupation militaire des pays européens. Dans un autre article, l'organe du PCF explique qu'il y a lieu de craindre aussi cette éventualité. « La Bundeswehr, écrit un certain Pierre Durand, aussitôt après les armées américaines et soviétiques, représentera une force de frappe re-

doutable. Tous les experts français savent que notre armée ne tiendrait pas plus de deux ou trois jours devant elle si elle s'avisait de nous attaquer. Nous n'en sommes pas là, mais qui peut jurer de l'avenir quand l'impérialisme allemand sur le plan économique a acquis dans toutes les parties du monde une influence qui dépasse de loin celle de la France ».

Passons sur la conception qui se trouve en filigrane dans cette dernière phrase, où l'impérialisme allemand est évoqué dans sa rivalité avec « la France » sans que le caractère impérialiste de notre pays apparaisse. On imagine mal aujourd'hui l'Allemagne déclencher une guerre contre la France, ou contre un autre de ses voisins ;

c'est tout aussi difficilement imaginable pour la France, l'Italie, etc. Quel intérêt auraient ces pays impérialistes du second monde à une telle aventure, quel bénéfice pourraient-ils espérer en tirer alors que deux superpuissances se disputent l'hégémonie du monde ? D'ailleurs le pluriel de l'*Humanité* ne donne-t-il pas des verges pour se faire battre, lorsqu'il signale au passage que les deux armées les plus puissantes sont celles des deux superpuissances ? D'autant que les forces armées de l'URSS ne cessent de se développer, particulièrement en Europe ? Mais il faut faire des voix à l'occasion des élections, et tous les moyens sont bons. Y compris les pires.

# SAVIEM - CAEN : SIMULACRE DE NÉGOCIATIONS

«Vous voulez augmenter votre pouvoir d'achat ? Faites 42 h 30 !»

De notre envoyé spécial :  
Danièle Delannoy

Ils étaient nombreux, les travailleurs venus au meeting qui se tenait mardi devant les portes de la Saviem. L'intersyndicale faisait un premier bilan des discussions avec la direction : il n'y a pas eu de

véritables négociations. La direction a refusé les travailleurs qui n'étaient pas délégués, mais avaient été mandatés par les grévistes. La proposition de la direction fut accueillie par les huées et les sifflets des travailleurs présents. Alors que les ouvriers demandent la réduction du temps de travail, la direction propose, pour augmenter le pouvoir d'achat, de passer de 40 heures à

42 h 30 ! La deuxième proposition, une prime de 250 F pour les travailleurs ayant eu plus de 20 jours de chômage technique en 1978, ne concerne donc qu'une partie des ouvriers de la Saviem !

Aussitôt après ce compte rendu de l'intersyndicale, un commando de cadres essaie de forcer le passage, pensant entraîner une partie du personnel venue aux infor-

mations. Mais ceux-ci au contraire, se joignent alors au piquet de grève pour repousser les agresseurs.

Les travailleurs se posent la question : pourquoi cette proposition de 42 h 30 ? Il y a donc du travail... Pourtant la direction a versé des sommes importantes pour inciter aux départs «volontaires» durant le 1<sup>er</sup> trimestre, afin de réduire le personnel.

Carmaux (Tarn) : agressés par les CRS en début de semaine

## Les mineurs en lutte pour leur emploi

En début de semaine, lundi soir, la ville de Carmaux, dans le département du Tarn, a été le théâtre d'affrontements violents entre travailleurs et CRS. Les travailleurs étaient des mineurs qui ont été littéralement agressés alors qu'ils s'étaient rassemblés pour montrer leur refus du raccordement

C'est lundi soir que les mineurs de Carmaux se rassemblaient pour protester contre le raccordement de l'agglomération par le gaz naturel en provenance de Lacq. Ce raccordement devait avoir lieu le soir même. Le jour avait été particulièrement choisi puisqu'il s'agissait du lundi de la Pentecôte. Ce qu'espérait le pouvoir, c'est bien sûr une certaine démobilisation du fait du long week-end de Pentecôte.

Il se trompait, le maire (socialiste) tentait d'abord de calmer les mineurs, expliquant les motifs de ce raccordement, puis devant leur colère faisait appel aux CRS contre cette manifestation pour le maintien d'un emploi vital. L'affrontement était particulièrement violent puisqu'il fera une douzaine de blessés dont deux avec une certaine

gravité : un travailleur devait, après consultation d'un médecin, être envoyé à l'hôpital, touché aux vertèbres cervicales après avoir été frappé par une matraque. Un autre ayant repris le travail le lendemain de la manifestation, a dû finalement s'arrêter suite aux coups reçus. Deux femmes de mineurs étaient présentes et l'une sera elle-même frappée au ventre.

### UNE GRAVE MENACE POUR L'AVENIR DE LA VILLE

La décision d'alimenter la ville de Carmaux par le gaz naturel aurait de graves conséquences sur l'emploi.

Jusqu'à présent, cette localité était alimentée par le gaz de Houille, produit par la cokerie de la ville et employant quelque 230 travailleurs, cokerie qui utilise le charbon des

de la ville de Carmaux au gaz naturel. Une mesure qui à terme, signifierait la fermeture des houillères de la ville, c'est-à-dire des milliers d'emplois dans une ville qui n'a quasiment aucune autre activité importante !

houillères de la ville, employant près de 3 000 mineurs. Les mines, il faut le préciser, constituent en outre la principale activité de la ville.

L'approvisionnement de la ville en gaz naturel (gaz hollandais et soviétique entre autres) entraînerait le licenciement des travailleurs de la cokerie, mais aussi à terme de ceux des houillères, sans compter le licenciement de plusieurs centaines de travailleurs (400), des petites entreprises sous-traitantes dépendantes des houillères.

Il n'est pas trop de dire que de telles mesures transformeraient la ville en véritable désert industriel. La ville de Carmaux a déjà connu, depuis 20 ans, un lent déclin au niveau de l'emploi sans qu'aucune industrie nouvelle ne vienne évidemment compenser cette perte obligeant les

travailleurs à s'exiler. En 1958, les Houillères employaient 3 500 mineurs de plus qu'aujourd'hui et la population a baissé de 10 %. La ville compte enfin 500 chômeurs.

Depuis le mois de septembre 1977, les mineurs ont mené diverses actions pour s'opposer à la perte de l'emploi à la cokerie, avec succès.

Les mois de septembre, novembre 1977, avril, mai et octobre 1978 notamment ont vu l'organisation de manifestations et de grèves pour s'opposer à la mise en place de la mesure que le pouvoir veut à nouveau imposer aujourd'hui.

En 1978, la lutte avait empêché l'arrêt total de deux batteries de four sur quatre et sauvé l'emploi en conséquence.

F.M.

## Solmer : reprise hésitante

Dans la journée de mercredi la section CGT de la Solmer à Fos-sur-Mer, confirmait la forte combativité qui accompagne la reprise. Le délégué avec qui nous nous sommes entretenus insistait sur le fait que la reprise s'était faite dans l'unité. «On reprend parce qu'on est très handicapé financièrement mais on ne se considère pas comme battus». A la moindre étincelle la grève risquait de repartir en particulier au cas où il y aurait eu une nouvelle sanction.

D'ailleurs la direction a dû s'engager à ce que celles qui avaient été infligées à la suite de la journée du 8 mai soient levées. Elle a aussi accepté de payer la journée de mardi alors que celle-ci n'avait pas été travaillée.

Progressivement donc l'usine redémarre. Les derniers lock-outés seront probablement convoqués pour lundi si, d'ici là, telle ou telle équipe ne cesse pas à nouveau le travail. Car comme le dit ce porte-parole de la CGT : «les problèmes demeurent, il ne faut pas oublier en particulier que trois copains sont en passe d'être licenciés».

Dimanche 17 juin de 11 h à 18 h  
Salle des Fêtes de Herserange

**DEBATS, MEETING**  
avec des sidérurgistes  
du Nord, de Solmer, de Sollac...  
de Belgique,  
du  
Luxembourg...



Début du meeting à partir de 14 h 30

- Interventions de sidérurgistes
- Intervention centrale du PCR ml
- Montages diapos : sur la sidérurgie, sur la Chine
- Témoignages de travailleurs en lutte en Lorraine
- Partie musicale • Repas, boisson sur place

Parti Communiste Révolutionnaire

### PRECISIONS

Nous avons reçu de notre correspondant de Longwy des précisions qui corrigent certains points de l'article «Rassemblement de jeunes à Longwy. Un débat fructueux, des perspectives concrètes».

Contrairement à ce qui avait été affirmé dans l'article, ce ne sont pas des représentants de la CGT et de la CFDT qui étaient invités mais des militants de ces deux syndicats.

Dans le cours de ce débat les jeunes de Longwy verront les syndicats présents, intéressés par leur demande d'obtenir une place à l'intersyndicale. En tout cas, l'intérêt est vu de réunir toutes les associations qui travaillent dans la jeunesse mais les syndicats n'ont pas à ce jour donné leur accord à une participation des jeunes à l'intersyndicale.

L'article laissait entendre que le collectif regroupant les associations, les différents regroupements de jeunes est déjà constitué alors qu'aujourd'hui sa construction est en cours. Ses objectifs seraient de réfléchir sur la manière d'associer les jeunes aux actions des sidérurgistes, unir les jeunes contre le chômage, mais les regrouper également qu'ils soient collégiens, lycéens ou apprentis. Ce collectif pourrait comprendre le comité de jeunes, la commission jeunes CGT, les jeunes CFDT.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

F.M.

## Les inquiétantes convergences de Séguy et du nouveau président de la CGC

Le dernier congrès de la Confédération Générale des Cadres a placé il y a quelques semaines Jean Menu à la tête du syndicat en remplacement de Charpentier. A son nouveau poste, Menu multiplie

«Cette rencontre s'est déroulée dans un excellent esprit de coopération qui augure bien de la suite» déclarait Séguy à la sortie de la rencontre qui a duré deux heures.

La veille, dans une interview, il devait d'ailleurs déclarer : «Si une action d'envergure sur l'emploi était décidée, il me serait plus facile de défilier aux côtés de Georges Séguy qu'à ce dernier de faire une action en commun avec Bergeron».

Les deux délégations ont abouti à deux résultats concrets. Le premier porte sur la question de la hiérarchie des salaires, le second traite de la séquestration des cadres. Sur la hié-

rarchie des salaires, les deux délégations se sont mises d'accord pour travailler sur la base d'un document que Menu, alors secrétaire général de la CGC, avait défini en commun avec une délégation de l'UGICT (cadres CGT) en 1973, mais qui n'avait pas eu de suite à cause du veto de Malterre (président de la CGC à cette époque). Plus significatif est le second point. Séguy a en effet accepté que soient mis sur le même plan «les actes commis contre les militants syndicaux et toutes les atteintes au droit de grève» (du fait des cadres) et les séquestrations de ces derniers qu'il a qualifiées pour l'occasion de

«méthodes étrangères à l'action syndicale démocratique». Pourtant, quand les cadres sont séquestrés, comme à Longwy, à Fos encore dernièrement il s'agit de cadres de direction qui n'ont aucun intérêt commun avec les ouvriers. Mettre ces actions efficaces sur le même plan que les commandos qui attaquent les piquets de grève à coups de barre de fer ou qui désignent au patron les ouvriers les plus combattifs afin qu'ils soient licenciés, n'est pas acceptable.

Le résultat d'une telle réunion ne sera sans doute pas de freiner les agressions de cadres contre les grévistes : en revanche, el-

le pourrait fort bien contribuer à l'isolement des ouvriers les plus combattifs de la CGT, qui se sentiraient encore moins soutenus par la direction confédérale.

D'ailleurs, à la veille de la rencontre, Menu ne cachait pas où il voulait en venir : «Si on veut que la concertation intersyndicale au sommet soit réelle et efficace, il faut que les dirigeants syndicaux calment les ardeurs de leurs adhérents» déclarait-il sans ambage. Le plus inquiétant, c'est que dans la même interview le nouveau président de la CGC déclarait : «Avec la CGT un certain nombre de convergences sont possibles».

F.M.

# ELECTIONS EUROPEENNES

## Les forces politiques en Europe (4)

Sous diverses dénominations, socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes, les partis sociaux-démocrates constituent la famille politique la plus importante en Europe occidentale. Malgré un certain nombre de divergences, ils ont des bases

idéologiques communes et une même filiation historique. Avec 63 députés sur 198, ils représentent le groupe le plus important au Parlement européen qui va être renouvelé.

### Les partis sociaux-démocrates

La base historique de tous ces partis résulte de la scission intervenue au sein de la II<sup>e</sup> Internationale après la première guerre mondiale. La majorité des partis de la II<sup>e</sup> Internationale, qui avaient, à l'exception du parti bolchevik, appuyé leur bourgeoisie dans la guerre inter-impérialiste de 1914 - 1917, rejettent tout soutien à la révolution soviétique. Ils fourniront tous, dans la suite de leur histoire, des preuves de leur fidélité à la bourgeoisie.

Ils demeurent aujourd'hui membres d'une même Internationale, actuellement présidée par Willy Brandt, mais cette internationale n'est plus un centre de décision. Dans le cadre du Parlement européen, le groupe socialiste réunit le SPD allemand, le parti travailliste britannique et le parti travailliste d'Irlande, le PS et les radicaux de gauche français, le parti du travail des Pays-Bas, le parti socialiste belge, le parti ouvrier socialiste luxembourgeois, la social-démocratie danoise et, pour l'Italie, le parti socialiste, le parti socialiste démocratique, ainsi que, comme apparenté, le parti républicain.

#### UN POIDS POLITIQUE IMPORTANT

Les partis sociaux-démocrates représentent une force politique importante dans l'ensemble des pays d'Europe. En Grande-Bretagne, ils sont, alternativement avec les conservateurs, le parti qui exerce le pouvoir, aujourd'hui écartés; ils gouvernent l'Allemagne sans la CDU depuis 1969. Les sociaux-démocrates représentent plus de 30 % des voix au Luxembourg, 34 % aux Pays-Bas, 27 % en Belgique, où ils dirigent le gouvernement, plus de 30 % en Irlande. En France, les sociaux-démocrates se sont regonflés par l'effet de leur politique d'union avec le PCF, pour atteindre 28 % des voix aux élections législatives de 1978. En Italie, le mouvement socialiste est divisé en deux partis, le parti socialiste italien et le parti socialiste démocratique italien, qui ont obtenu aux récentes élections respectivement 9,8 % et 3,8 % des suffrages.

#### DES DIVERGENCES

Les conceptions idéologiques que mettent en avant



Les chefs des principaux partis sociaux-démocrates d'Europe, Callaghan, Mitterrand, Willy Brandt. A l'extrême-droite, en retrait, le Premier ministre danois Anker Jorgensen. Une longue histoire commune.

ces partis ne sont pas toutes identiques. Entre le parti allemand qui se réclame officiellement de la défense de l'économie de marché et le parti socialiste français, qui parle de rupture avec le capitalisme, les divergences sont toutefois moins grandes qu'il peut sembler au seul vu des textes programmati-

ques. Aucun des partis sociaux-démocrates au pouvoir n'a jamais remis en cause les fondements du capitalisme. Mais des divergences tactiques existent entre ces partis, compte tenu de la situation propre de chaque pays. Les sociaux-démocrates allemands ou britanniques excluent toute alliance

avec les révisionnistes, mais ils n'en ont pas besoin. Et si les socialistes français déclarent rejeter toute solution de troisième force, c'est parce qu'une telle alternative politique est difficilement envisageable aujourd'hui en France, notamment en raison de la puissance du parti révisionniste et de l'hostilité

d'une partie de la droite à une telle solution.

Des divergences existent également sur l'attitude à adopter quant à la construction européenne. Les sociaux-démocrates allemands en sont de chauds partisans, et préconisent même une extension des compétences de l'Assemblée de Strasbourg, cependant que les socialistes français déclarent vouloir s'en tenir au traité de Rome. En Grande-Bretagne et au Danemark, la question de l'adhésion de ces pays au Marché commun a longtemps divisé profondément ces partis, avant qu'ils ne finissent par s'y rallier. Les travaillistes britanniques sont demeurés très réticents quant à la construction européenne, remettant sans cesse en cause, quand ils étaient au pouvoir, la politique communautaire. Des divergences analogues existent également au sein des partis des trois pays candidats à l'entrée dans le Marché commun: si les socialistes espagnols et portugais y sont favorables, le PASOK grec mène campagne contre l'entrée de la Grèce dans le Marché commun.

François NOLET

Les discriminations par l'argent imposées dans le cadre de la campagne électorale en cours ont été dénoncées largement, notamment par les «petites listes». Le PSU vient d'ajouter une pierre de plus à ces accusations, en se livrant à une étude des coûts d'impression des bulletins et affiches. Il en ressort que les bulletins et professions de foi sont remboursés aux listes ayant obtenu plus de 5 % des voix à des prix très supérieurs aux coûts réels. Le résultat en est que les quatre grandes formations politiques, qui ont déjà le quasi-monopole de l'apparition télévisée, vont faire du bénéfice sur leur campagne.

### ● Les DC 10 interdits de vol

Il aura fallu après l'accident de Chicago, qui a fait 275 morts, une plainte d'une association de consommateurs qui a poussé un juge fédéral à requérir l'immobilisation des avions et enfin la découverte de fissures dans le système d'attache des réacteurs pour que l'administration fédérale de l'aviation américaine prenne finalement la décision d'immobiliser tous les DC 10 immatriculés aux États-Unis.

Les pressions des compagnies aériennes expliquent les tergiversations des autorités américaines. Très rapidement, la plupart des compagnies aériennes se rangeaient sur leurs consœurs d'outre-atlantique et suspendaient à leur tour les vols de DC 10. C'est le cas de la compagnie française UTA dont 3 DC 10 sur 6 sont immatriculés aux USA. A Paris, la direction générale de l'aviation civile indique que la décision de suspendre les vols de DC 10 est «provisoire». Elle durera jusqu'à ce que le groupe de spécialistes envoyé à Washington obtienne de plus amples informations sur les motivations de la décision américaine. Dans quelques jours, la commission technique européenne déposera ses conclusions aux divers gouvernements. En Europe, les DC 10 pourraient donc reprendre leurs vols avant les États-Unis.

### DEMOCRATIE BOURGEOISE

## Les quatre grands partis feront des bénéfices sur les frais de leur campagne

Il y avait déjà le scandale des sommes importantes (au moins 3 millions de francs lourds) que doit dépenser une liste pour pouvoir se présenter et déposer des bulletins (c'est-à-dire pour que ses voix soient décomptées). Il y a le scandale de la répartition du temps de parole télévisé, 2 heures à se partager pour les quatre grands, une demi-heure entre les petits. Sans parler des interviews et débats hors campagne officielle, qui font une large part aux quatre grands partis.

On apprend maintenant que ces quatre vont être remboursés au-delà des frais réellement engagés. La barre des 5 % est déjà scandaleuse en elle-même. Il est cocasse de voir les quatre grands s'en dire aujourd'hui choqués, alors qu'ils ont TOUS votés nationale. Les conditions dans lesquelles ils seront remboursés ajoutent au scandale.

Que coûte une telle campagne? Il faut, pour une liste, déposer 38

millions de «professions de foi», qui sont envoyées aux électeurs, plus 90 millions de bulletins de vote (un envoyé à chaque électeur, un par électeur dans les bureaux de vote, plus une «réserve» de 20 %, 300 000 affiches et autant d'affichettes apposées sur les panneaux électoraux (deux exemplaires de chacune sur chaque panneau). Cet ensemble revient, d'après les calculs du PSU, sur la base des prix actuels, à un montant de 2 300 000 francs actuels. Pour le remboursement de ces frais, réservé aux listes ayant dépassé les 5 %, l'État admet un coût de... 7 022 000 francs actuels, soit 3 fois plus.

Certes, ces millions n'iront pas directement aux partis. Ils seront versés aux imprimeurs, sur la base des factures présentées par ceux-ci. Les partis pourront toutefois en tirer profit: il leur suffira de s'entendre avec leur imprimeur pour un partage du gâteau, moyennant un gonflement des factures de celui-ci. La tâche est

d'autant plus aisée si l'imprimeur est sympathisant ou si l'imprimerie appartient (de droit ou de fait) au parti. C'est le cas pour le PCF, qui possède des imprimeries.

Ce n'est pas tout. Pour le collage de leurs affiches sur les panneaux officiels, les quatre grands partis disposeront de la possibilité de faire coller ces affiches par une société spécialisée. Le ministère de l'Intérieur remboursera ces frais aux quatre grands pour une somme de 2 550 000 F actuels par liste. Joli bénéfice, en somme. Les quatre «grandes listes» vont ainsi pouvoir compter chacune sur un bénéfice de 4,7 millions (lourds), et sur le remboursement des 2,5 millions de frais de collage.

#### LE PRIVILEGE DES GRANDS

Cette affaire révèle une fois de plus la façon assez spéciale dont fonctionne la démocratie bourgeoise, et ce qu'il en est de l'égalité qu'elle proclame comme un de ses grands princi-

pes. Cette élection européenne est une sorte de concentré des aspects les plus pourris de cette démocratie réservée à certains.

Du fait que certains partis disposent de groupes à l'Assemblée nationale, parce qu'ils ont plus de voix que d'autres, ils ont le quasi-monopole du temps d'antenne. Ayant plus d'argent que les autres, ils disposent de davantage de moyens (meetings, publications, publicité) pour faire passer leurs idées. Du fait de tout cela, ils seront encore ceux qui auront le plus de voix à ces élections. Par conséquence ils seront remboursés de leurs frais de campagne et toucheront de l'argent sur les traitements de leurs députés au Parlement européen. Du fait qu'ils seront, très probablement, les seuls à avoir des députés, ils seront les seuls à qui on offrira le petit écran au moindre événement européen. C'est ainsi que se reproduit le système politique de la bourgeoisie.

François NOLET



La longue campagne des élections européennes touche à sa fin. Dimanche soir, à partir de 22 heures, commencera le dépouillement des bulletins en France, en Allemagne, en Italie, en Belgique, et au Luxembourg. A ce moment-là, on connaîtra déjà les résultats de la Grande-Bretagne, de l'Irlande, du Danemark et des Pays-Bas, puisque dans ces quatre pays, les élections se déroulent dès le jeudi juin. Lundi matin, on saura ce qu'il en est de la composition de la nouvelle assemblée européenne, à quelques nuances près : il faudra attendre les résultats du Groenland, de La Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe, et de la Nouvelle Calédonie, territoires qui, comme chacun sait, font partie de l'Europe des Neuf...

De cette campagne, qui était censée concerner 160 millions d'électeurs, que retiendra-t-on ? Tout d'abord, que le problème de la désignation du nouveau parlement a été largement éclipsé par le débat sur l'Europe, en général, et plus encore par les questions de politique intérieure à chaque Etat. Il n'y a rien là que de très logique, quand on sait les dérisoires pouvoirs du Parlement européen, que ses membres soient élus au suffrage universel ou non. Pas un politicien, dans aucun pays, n'est parvenu à passionner les foules en parlant de la composition du futur parlement.

Le débat sur l'Europe, lui, a eu plus de consistance, même si, à encore, la manière dont la campagne s'est déroulée a bien relativisé les choses. Dans la plupart des pays, la campagne aura été l'occasion pour les forces politiques de faire le point sur l'évolution de l'Europe, 22 années après la signature du traité de Rome, tandis que pour le plus grand nombre, elle aura été l'occasion de découvrir une réalité qui exis-

te depuis longtemps déjà. La plupart des gens connaissent maintenant les rouages de la mécanique communautaire, sans pour cela en saisir les tenants et aboutissants politiques, tant il est vrai que les politiciens se sont acharnés à brouiller les cartes.

Sur la question spécifiquement européenne, on peut diviser les pays en deux catégories : il y a ceux où un très large consensus existe sur la nécessité de construire l'Europe, et où donc le débat a plus porté sur les modalités de construction : c'est le cas de l'Allemagne, de l'Italie, de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg. Et puis, il y a les pays dans lesquels certaines forces politiques bourgeoises sont hostiles, à des degrés divers, à l'Europe : c'est le cas de la France, avec notamment le PCF, mais c'est aussi le cas de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, trois pays dont l'adhésion est plus récente puisqu'elle ne date que de 1973.

Cependant, aucun doute n'est possible, ce sont les préoccupa-

## ELECTIONS EUROPÉENNES : TRISTES CAMPAGNES

tions de politique intérieure qui ont pris le pas, dans tous les pays. Ce phénomène fournit en lui-même une illustration de ce qu'est l'Europe aujourd'hui.

— En Allemagne, les deux grandes forces bourgeoises — la social-démocratie de Schmidt et Brandt et le CDU-CSU de Strauss — continuent leur affrontement. L'enjeu des élections du 10 juin est quasiment nul, sinon qu'il permettra d'apprécier la force respective de deux partis, un an avant les élections au Bundestag. En 1976, date des dernières élections, le CDU-CSU avait obtenu 48,6 % et le SPD (social-démocrate) 42,6 %.

— En Grande-Bretagne, où les élections législatives viennent d'avoir lieu au début du mois de mai, il s'agira avant tout de regarder si les élections du 7 juin confirment les législatives. C'est probable, dans la mesure où Thatcher n'a pas encore eu le temps de se rendre impopulaire, et dans la mesure où les travaillistes, divisés à propos de l'Europe, n'ont pas encore eu le

temps de se remettre de leur échec.

— En Italie, on retrouvera le même scénario qu'en Grande-Bretagne, amplifié même. Dimanche dernier, les électeurs votaient sans passion pour les législatives. Dimanche prochain, ils doivent remettre ça, pour les européennes. On s'attend en Italie à un très fort taux d'absentions, avec des scores qui bien évidemment seront proches de ceux de dimanche dernier.

— En Belgique, où une crise gouvernementale endémique se poursuit depuis des années, les élections européennes ne seront qu'une nouvelle étape dans le petit jeu des forces bourgeoises, petit jeu qui consiste, après chaque élection, à additionner les pourcentages de chacun pour envisager de nouvelles coalitions gouvernementales. Du parlement européen, il n'en est pratiquement pas question, ne serait-ce que parce que la Belgique n'a droit qu'à 14 députés dans la future assemblée.

— Au Danemark, où seulement 10 députés seront élus, le

débat a pris plus de consistance. Il porte sur le fait de savoir si le Danemark doit ou non rester dans la CEE, qu'il n'a ralliée, avec certaines réticences, qu'en 1973. Cependant, les sociaux-démocrates au pouvoir comptent sur le rôle qu'ils jouent dans la social-démocratie européenne pour accroître encore leur audience.

— En Irlande, on a cherché à faire d'une pierre deux coups : les électeurs auront deux bulletins à mettre dans l'urne : un pour les élections européennes, et un autre pour les élections municipales. De la sorte, le taux de participation s'en trouvera accru. Les trois principaux partis ont fait campagne sur des thèmes européens à peu près semblables, et devraient se répartir équitablement les 15 sièges à pourvoir.

— Au Luxembourg enfin, le 10 juin sera le jour... des élections législatives. Les européennes sont de la sorte reléguées au second plan, et de loin. Les 150 000 électeurs luxembourgeois devraient logiquement reconduire la coalition au pouvoir.

Au moment où la campagne électorale se termine en France, on peut déjà faire trois constatations. La première, c'est la très grande pauvreté du débat sur l'Europe : ignorance ou complicité, toujours est-il que les questions essentielles ont été passées sous silence, et notamment la question des dangers de guerre qui pèsent sur l'Europe. La deuxième constatation que l'on peut faire, explique, pour une part, la première : à l'évidence, les préoccupations de politique intérieure, et surtout — déjà — celle des présidentielles de 1981, ont plané sur la campagne et les prises de positions des grands partis bourgeois. La troisième constatation est qu'il se dessine de plus en plus — sur des bases tout à fait hétérogènes, voire contradictoires, un mouvement de rejet des « quatre grands » : la scandaleuse loi électorale y aura largement contribué.

Le premier chiffre qu'il faudra regarder, c'est celui des abstentions ou des bulletins blancs et nuls. Ce n'est pas un hasard si les « quatre » ont insisté lourdement, dans la dernière semaine de la campagne, sur la nécessité de voter, et de voter « sans ratures ni surcharges ». Ils tentent par là d'enrayer deux phénomènes qui, en se conjuguant, pourraient aboutir à un fort taux de suffrages « non exprimés ». Le premier phénomène tient à la nature même de ces élections : quelles que soient les sommes pharamineuses dépensées par la CEE, par l'Etat, et par les grands partis, la désignation du parlement européen ne passionne pas les foules. On se souvient à cet égard du référendum sur l'Europe organisé par Pompidou en avril 1972, et qui avait donné 40 % d'absentions. Même si la « sensibilisation » sur les problèmes européens s'est accrue depuis, il est très probable que le pourcentage de ceux qui n'iront pas voter, par simple désintérêt, sera largement supérieur à celui des législatives de mars 1978 par exemple. Un deuxième phénomène, beaucoup plus politique celui-là, intervient alors. En se taillant une loi électorale sur mesure, en monopolisant de manière outrancière les médias, en reprenant, dans des termes quasi identiques, leurs querelles de l'an dernier, en pratiquant à tout crin la démagogie la plus éhontée (pour essayer de tirer

tous les « avantages » de la proportionnelle), les « quatre » ont créé un mouvement de rejet. La position des marxistes-léninistes — s'abstenir ou voter blanc ou nul, parce qu'aucune des listes ne représente vraiment les intérêts des travailleurs — est partagée par d'autres : le PSU Région-Europe, les gaullistes de gauche, d'autres encore appellent eux aussi à voter nul. Ces votes et ces abstentions là auront une signification politique, celle d'une condamnation des quatre grands partis bourgeois, qui se situent, ensemble, dans l'autre camp.

Ce faisant, il ne faut pas bien sûr se désintéresser des scores qui peuvent être réalisés par les uns et par les autres. De ce point de vue, l'analyse des résultats sera compliquée par le fait qu'aucune comparaison n'est possible avec des élections antérieures : de par la nature même des élections, et surtout de par le système en vigueur, celui de la proportionnelle, inédit en France sous cette forme-là.

Ainsi, les 28 ou 30 % que pourrait obtenir la liste Veil ne signifiera pas une poussée des tenants du giscardisme, eux qui réunissaient 22 % des suffrages en mars 78.

Quelques grandes indications peuvent cependant être fournies :

— qui arrivera en tête, de la liste Veil ou du PS ? Tous les sondages concordent pour annoncer une victoire de la liste

## EN FRANCE : LES RÉSULTATS QU'IL FAUDRA SUIVRE

patronnée directement par l'Elysée. La « fourchette » accordée à la liste Veil va de 25 à 30 %. Des distorsions par rapport à cette fourchette auraient évidemment une signification politique. De même, si la liste Mitterrand obtenait moins de 25 % des voix — exprimées — ce serait indiscutablement un échec pour le premier secrétaire du PS. A l'inverse, une poussée du PS qui lui permettrait de passer devant l'UDF serait une surprise.

— Le cas du PCF est plus circonstancié. Sa « fourchette », toujours selon les sondages, se situe entre 18 et 20 %. 18 %, c'est sa base de départ, celle qui est constituée par ceux qui, fidèlement, votent PCF depuis des années, 20 % ou 21 %, c'est le fruit de la campagne du PCF, qui a consisté, à grands coups de chauvinisme et de démagogie, à tenter de rassembler les « mécontents ». On sait l'influence des résultats électoraux sur les militants de base, sur leur moral, sur leurs interrogations aussi. Contrairement à 78, Marchais n'a pas pris le risque de fixer une barre (« 25 %, ce serait bien ») mais il n'empêche que les résultats du PCF — qu'il faudra interpréter globalement mais aussi par département — auront nécessairement un rôle dans l'évolution de la situation interne au PCF.

— Enfin, le RPR semble, lui, être condamné à la lanterne rouge, des quatre s'entend. Sa « fourchette » à lui se situe, de manière assez contradictoire selon les instituts de sondage, de 14 à 18 %. C'est en fonction des

ambitions présidentielles de Chirac qu'il faudra lire les résultats de la liste RPR. Un Chirac sortant des élections européennes avec moins de 15 % des voix serait en position délicate pour briguer un mandat présidentiel en 1981. Par contre, un score de 17 % ou 18 % autoriserait le leader du RPR à plus d'agressivité encore envers le gouvernement actuel. Enfin, les résultats du RPR exerceraient une influence interne sur la cohésion du mouvement. Les Guichard, Chaban ou Peyrefitte guettent un mauvais score pour relancer l'offensive contre Chirac.

Il est un pronostic qui est possible, assuré même. Dimanche soir, tous se déclareront satisfaits. Mais après ? Dans la grande querelle des clans de la bourgeoisie, les élections européennes jouent un rôle spécifique. Elles sont les dernières élections nationales avant les présidentielles. C'est sur la base des résultats de dimanche soir que les partis envisagent à nouveau leur stratégie, ou peut-être leur système de direction.

Raison de plus pour que les travailleurs refusent de servir de masse de manœuvre à ces opérations politiciennes.

Pour ceux qui désirent voter en affirmant des positions conséquentes sur l'Europe, le PCR ml et le PCML éditent dans leur organe central respectif, un bulletin commun à déposer dans l'urne.

## Conférence des non-alignés

DES QUESTIONS BRÛLANTES  
A L'ORDRE DU JOUR

La conférence des ministres des Affaires Etrangères des non-alignés s'est ouverte mercredi à Colombo (SRI-LANKA). Elle prépare la réunion des chefs d'Etat qui doit avoir lieu à la Havane en septembre. Cette réunion commence alors que le mouvement doit avant tout lutter contre les ingérences et les tentatives de divisions qui le menacent de l'intérieur, pour sauvegarder cette unité qui a fait la force du mouvement contre les impérialistes, en particulier les deux superpuissances.

La préparation de cette conférence a été marquée par une intense activité diplomatique de la Yougoslavie, en particulier la tournée du président Tito en Algérie, en Libye et à Malte, au cours de laquelle il n'a cessé de réaffirmer les principes du non-

alignement, il a simplement renoncé de lui-même à y participer. Le premier ministre indien Desai s'est déclaré opposé à la suspension de l'Egypte. Rien n'indique que la proposition sera à l'ordre du jour de la conférence de Colombo.

Hanoï, mis en accusation pour sa politique expansionniste, n'a nullement intérêt à faire le forcing pour le régime fantoche. En effet, plusieurs pays hésitants semblent avoir infléchi récemment leur position en faveur du Kampuchéa démocratique. Ce changement résulterait de plusieurs facteurs : la résistance acharnée des forces patriotiques à la formidable offensive de ces dernières semaines, les menaces de Hanoï contre la souveraineté de la Thaïlande, et d'autre part les démarches de la diplomatie you-

légitimité du Kampuchéa démocratique. Mais, fort du soutien de nombreux pays, le ministre des Affaires Etrangères cambodgien Ieng Sary a déclaré qu'il était résolu à défendre la représentativité de son gouvernement.

LA PRÉSIDENTIE DE  
CUBA EN QUESTION

Dans le cadre de la préparation du sommet de la Havane, c'est évidemment la question du rôle de Cuba qui sera posée à Colombo. En effet Cuba, dont la Somalie avait demandé l'expulsion après la participation de mercenaires de Castro à la guerre d'Ogaden, sera pays invitant au sommet de septembre, puis président du mouvement des non-alignés. Beaucoup craignent à juste titre que Cuba ne profite de cette situation pour tenter d'aligner de plus en plus le mouvement sur l'URSS en développant la théorie de l'URSS «allié naturel», ce qui aurait pour effet de casser le mouvement. Plusieurs pays proposent donc la «démocratisation» du mouvement, c'est-à-dire la redéfinition du rôle de la présidence, l'institution de vice-présidents. On propose également l'instauration de conseils des ministres des Affaires Etrangères une fois par an avec obligation du consensus pour les décisions. Toutes ces précautions visent évidemment à mettre des bâtons dans les roues à Castro qui a eu la trop grande franchise d'affirmer que le mouvement devrait choisir entre «la tendance progressiste et la tendance réactionnaire», ce qui en dit long sur ses intentions.

Sur ces différents problèmes, les résultats des discussions de la conférence de Colombo donneront des indications sur l'avancée de la lutte des non-alignés contre les tentatives de division des superpuissances.

J.P. C.



Tito et Castro : deux conceptions opposées du non-alignement qui vont s'affronter à Colombo

alignement et la nécessité pour les pays membres de s'y conformer. D'autre part, à la suite de la visite d'un dirigeant yougoslave en Indonésie, un communiqué commun Indonésie-Yougoslavie a été signé. Le communiqué indique que «les deux pays refusent que soient introduits des différends dans le mouvement non-aligné, que ce soit pour des raisons idéologiques ou autres, car cela serait contraire aux intérêts fondamentaux des pays membres et affaiblirait le mouvement non-aligné». C'est le problème de l'appartenance de plusieurs pays ainsi que de leur rôle dans le mouvement des non-alignés qui va être posé à Colombo, pour des raisons différentes : il s'agit de l'Egypte, du Vietnam et de Cuba.

LA SUSPENSION  
DE L'EGYPTE

La Syrie, l'Irak et l'OLP ont présenté une demande de suspension de l'Egypte du mouvement des non-alignés. Ces délégations motivent leur demande en expliquant que le régime de Sadate a fait alliance avec l'administration Carter et avec l'Etat sioniste, contrevenant ainsi aux principes du mouvement des non-alignés. La presse du Sri-Lanka a souligné qu'une telle mesure serait extrêmement grave : en effet, même le Chili n'a pas été exclu du mouve-

LE VIETNAM  
EN ACCUSATION

C'est bien entendu la question du rôle du Vietnam en Asie du Sud-Est, de son expansionnisme et de sa participation au bloc soviétique qui sera le problème le plus grave évoqué à la conférence de Colombo. Ce problème sera examiné à travers celui de la représentation du Kampuchéa. C'est le Kampuchéa démocratique qui a été invité, à la suite d'une décision du bureau de coordination acquise à une large majorité. Il est représenté par le ministre des Affaires Etrangères Ieng Sary. C'est le drapeau du Kampuchéa démocratique qui est arboré. Cependant une délégation du régime de Heng Samrin est arrivée également à Colombo. En effet, Hanoï et les alliés de l'URSS sont décidés à essayer de faire admettre le régime fantoche installé à Phnom-Penh par l'armée vietnamienne. Dans une interview au Figaro, le vice-ministre des Affaires Etrangères vietnamien a déclaré : «Nous ne voulons absolument pas de représentants de la clique Pol Pot et nous souhaitons l'admission de la délégation Heng Samrin». Il devait cependant ajouter : «Si la question cambodgienne mettait la conférence des non-alignés en péril, nous souhaiterions alors une solution acceptable par tous». En fait,

l'Inde, dont la position est particulièrement importante, semble être dans ce cas. Soumise à d'importantes pressions soviétiques, elle avait envisagé auparavant de reconnaître le régime fantoche de Heng Samrin : or le premier ministre Desai a déclaré récemment que son gouvernement reconnaîtrait ce régime «lorsque ce dernier contrôlera complètement ce pays». Ce qui n'est pas le cas.

Il semble qu'en fait la délégation vietnamienne manœuvre pour faire en sorte que le siège du Cambodge reste vide, ce qui constituerait en réalité un refus de reconnaître la

● Mauritanie :  
les nouveaux  
dirigeants  
pour la poursuite  
des négociations avec  
le Front Polisario

Le lieutenant-colonel Ould Haidalla, nouveau premier ministre mauritanien, a déclaré que son gouvernement ne changerait pas de politique extérieure et qu'il restait attaché à une solution négociée du problème du Sahara Occidental, sur la base des résolutions de l'ONU et de l'OUA. Il a affirmé qu'il maintiendrait les contacts établis avec le Front Polisario. Le ministre des Affaires Etrangères espagnol est, par ailleurs, arrivé au début de cette semaine en Mauritanie. Cette visite s'inscrit également dans le processus des négociations sur le problème du Sahara Occidental.

## GHANA

LE MODELE  
ÉTHIOPIEN ?

Le capitaine Rawlings, qui est arrivé au pouvoir au Ghana lundi, avait entrepris un premier putsch il y a quinze jours. Durant son procès, Rawlings avait accusé les étrangers (en fait les commerçants étrangers) de piller le pays et avait préconisé pour le Ghana une «solution à l'éthiopienne», «un bain de sang». Rawlings a été libéré par un commando d'officiers et d'hommes de troupe dans la nuit de dimanche à lundi. Des affrontements entre factions rivales de l'armée ont suivi, au cours desquels l'ancien dirigeant, le général Akuffo, a été tué.

Le «Conseil révolutionnaire des forces armées» qui a pris le pouvoir, a déclaré que les élections prévues le 18 juin se dérouleraient normalement. Les références à l'Éthiopie, le fait que la réussite du coup d'État ait été saluée très tôt par Moscou, font s'interroger sur l'éventuelle orientation pro-soviétique de ce putsch. Si c'était le cas, ce pays anglophone de 10 millions d'habitants, au cœur de l'Afrique de l'Ouest francophone, pourrait constituer une base de pénétration pour le social-impérialisme, dans une région où son influence est relativement faible.

● Rapport à l'assemblée  
vietnamienne :  
défense et illustration  
de l'expansionnisme

La cinquième session de la 6<sup>e</sup> Assemblée nationale vietnamienne s'est tenue du 28 au 30 mai. Le rapport présenté par le général Giap a été, pour une très large part, consacré à des attaques contre la Chine et à des justifications de l'expansionnisme du gouvernement de Hanoï. Pour la première fois, dans les textes officiels des organismes gouvernementaux vietnamiens, la Chine est qualifiée d'«ennemi direct et dangereux», de «nouvel ennemi extrêmement dangereux pour la révolution vietnamienne», cette appréciation s'appliquant également à l'ensemble de l'Indochine. Dans le rapport de Giap, l'invasion du Cambodge est présentée comme «victoire de la guerre de défense de la patrie sur la frontière du Sud-Ouest». Cela ne l'empêche pas d'affirmer au sujet de l'emprise que Hanoï exerce sur le Laos et le Cambodge : «C'est une affaire qui n'intéresse que le peuple vietnamien et le peuple lao, le peuple vietnamien et le peuple cambodgien et dans laquelle personne n'a le droit de s'ingérer».

Enfin le rapport du général Giap rend hommage au rôle de l'URSS dans le monde et dans l'Asie du Sud-Est, qualifiant le social-impérialisme russe de «solide appui de la paix et de la révolution mondiale». Les déclarations sont en totale contradiction avec les propositions, faites par Hanoï à la veille du sommet des non-alignés, de signer un traité de non-agression avec la Thaïlande. Le premier ministre thaïlandais a d'ailleurs répondu négativement à cette offre lors d'une rencontre avec le vice-ministre des Affaires Etrangères vietnamien. Il a déclaré : «La Thaïlande et le Vietnam n'ont pas de frontières communes, si un tel traité était signé, ce serait très étrange». Il a par ailleurs affirmé que l'Union Soviétique installait actuellement un système de radars à Battambang, au Cambodge.

● Zimbabwe :  
conférence des pays  
de la ligne de front  
et du Nigéria

Une conférence des pays de la ligne de front (Tanzanie, Zambie, Mozambique, Angola, Botswana) s'est tenue le week-end dernier à Dar-Es-Salam. Pour la première fois, le gouvernement du Nigéria s'est associé à cette conférence des pays qui soutiennent directement la lutte du peuple du Zimbabwe. Le Nigéria, par son poids économique, politique et militaire en Afrique joue un rôle croissant. Il pourrait, en particulier, contribuer à la formation d'une force armée africaine destinée à combattre les régimes racistes d'Afrique Australe.

## Giraud à Washington après François-Poncet

### LES RÉSISTANCES FRANÇAISES SE HEURTENT AU REFUS AMÉRICAIN

Après François-Poncet, reçu de façon, semble-t-il un peu expéditive — quoiqu'il le conteste — par le président Carter, c'est Giraud, ministre de l'Industrie, qui a été reçu à son tour à Washington. Les discussions qu'il a eues avec James Schlesinger, ministre américain de l'Energie, n'ont pas permis d'aboutir au renoncement des Etats-Unis de subventionner leurs importations de pro-

La démarche de protestation entreprise par Giraud auprès des autorités américaines aura été tout aussi infructueuse que celle de son collègue François-Poncet. En effet, les Américains refusent toujours de revenir sur leur décision de subventionner leurs importations de pétrole à raison de 5 dollars par baril. Les reproches énoncés par Giraud portent sur trois points : les Etats-Unis ont pris leur décision unilatéralement sans consulter les pays européens, elle est inefficace car elle n'augmente pas la quantité globale de pétrole sur le marché et enfin elle risque de provoquer une augmentation des prix sur le marché mondial, au-delà de ceux fixés par l'OPEP, compte-tenu de la tension accrue dans le rapport entre l'offre et la demande, qui, peut en résulter aux dépens de celle-ci (les USA par leur mesure récente contribuent à rétrécir les ressources disponibles sur le marché). Evitant de répondre sur les deux derniers arguments, Schlesinger a néanmoins convenu que les Etats-Unis auraient dû informer les pays européens et s'est lancé dans une explication confuse pour expliquer cet «oubli». Il était difficile pour le ministre américain de l'Energie de ne pas reconnaître ce

point puisqu'il était de notoriété publique qu'il avait tout le loisir d'informer ses collègues à la réunion de l'Agence internationale de l'Energie qui s'est tenue à Paris.

#### LES JUSTIFICATIONS AMÉRICAINES

Pour justifier leur attitude, les Américains s'estiment lésés par les achats spéculatifs faits par les Etats européens sur le marché Spot de Rotterdam, qui auraient «contraint» les Etats-Unis à recourir à leur mesure pour assurer leurs approvisionnements en quantité suffisante. Cette explication supposerait que les compagnies pétrolières tiennent à leur mesure pour assurer leurs approvisionnements en quantité suffisante. Cette explication supposerait que les compagnies pétrolières tiennent à leur mesure pour assurer leurs approvisionnements en quantité suffisante. Cette explication supposerait que les compagnies pétrolières tiennent à leur mesure pour assurer leurs approvisionnements en quantité suffisante.

François-Poncet quant à lui se montre optimiste. Le quart d'heure que lui a consacré Carter aurait-il suffi à dissiper ses inquiétudes ? Pour lui, tout se jouera à Tokyo où la France chercherait à obtenir des pays occidentaux qu'ils interdisent les transactions au-dessus du prix officiel du brut et des produits raffinés. Cette proposition pourrait également être discutée à la réunion de ces jours-ci, de l'Agence internationale pour l'Energie, créée en 1974, sous la houlette des Etats-Unis et à laquelle la France ne participe pas.

#### PRESSIONS PERSISTANTES

Assurément, l'épisode de la décision américaine récente sur le pétrole témoigne de l'importance des pressions que les USA, en tant que superpuissance, sont toujours

exercent sur l'Europe, et de leur tentative de faire supporter par les pays européens les effets de la crise mondiale de l'impérialisme. On l'a vu récemment dans d'autres domaines, par exemple celui du GATT, où la guerre commerciale USA-pays européens a connu de nouvelles péripéties, avec les pressions et les manœuvres de division de la part des USA pour imposer aux pays européens qu'ils limitent leurs importations sur le marché américain et favorisent plus les exportations américaines, sur le marché européen et sur le marché mondial.

Mais comment et au profit de qui les contradictions seraient-elles réglées ?

déterminées à exercer sur l'Europe, et de leur tentative de faire supporter par les pays européens les effets de la crise mondiale de l'impérialisme. On l'a vu récemment dans d'autres domaines, par exemple celui du GATT, où la guerre commerciale USA-pays européens a connu de nouvelles péripéties, avec les pressions et les manœuvres de division de la part des USA pour imposer aux pays européens qu'ils limitent leurs importations sur le marché américain et favorisent plus les exportations américaines, sur le marché européen et sur le marché mondial.

La remarque faite ouvertement par les autorités américaines auprès de François-Poncet cette semaine, pour «regretter» que la France ne soutienne pas assez clairement les entreprises de l'impérialisme US au Proche-Orient, a aussi manifesté avec éclat l'arrogance dont reste capable l'impérialisme US.

#### DES RESISTANCES LIMITÉES

Face à cette politique, les impérialismes européens qui restent dans la sphère d'influence US opposent à la superpuissance américaine des résistances limitées. Toutefois, celles-ci ne sauraient, comme le fait *L'Humanité*, être purement et simplement niées. Les déclarations de François-Poncet, qui fait preuve par ailleurs d'un optimisme béat concernant les possibilités de faire modifier leur position par les USA, de Giraud et aussi de Schmidt ont fait état publiquement de contradictions avec les Etats-Unis ; concernant les mesures sur les approvisionnements en pétrole. Il faudra suivre attentivement, pour apprécier le degré actuel de résistance des pays ouest-européens, les développements de ces prochains jours, et notamment ce qui ressortira, à ce sujet, de la

rencontre entre Carter et le chancelier allemand, qui effectue une visite aux Etats-Unis.

La façon de se situer par rapport aux revendications de l'OPEP, qui se réunit fin juin, selon le degré d'alignement des pays impérialistes consommateurs sur la position des USA que l'Europe manifesterait, fournira d'autres indices sur l'état de ses contradictions avec les USA.

Giscard vient aussi de déclarer qu'il fallait renforcer à la fois la «coopération» entre pays consommateurs et la «coopération» entre pays consommateurs et pays producteurs : une position difficile à tenir. On a vu plus d'une fois, depuis 1974, comment l'affirmation de cette position, cette volonté évoquée de jouer un rôle d'intermédiaire, s'était traduite dans les faits, en fin de compte, pour Giscard, en un alignement sur les Etats-Unis, face au Tiers Monde, dans le cadre du dialogue Nord-Sud notamment.

Et les tentatives giscardiennes de rallier les autres pays européens aux positions françaises n'ont pas été jusqu'ici tellement couronnées de succès. L'absence d'entente européenne sur les questions de l'énergie, entre autres, a donc pu être largement exploitée par les Etats-Unis pour imposer leurs vues aux pays européens. Rien n'indique encore avec certitude que l'appel de Giscard à une entente européenne sur le front de l'énergie rencontre de l'écho ni que l'impérialisme français et les autres impérialismes européens soient prêts à faire preuve d'une résistance ferme à l'égard des Etats-Unis. Même si ceux-ci sont obligés de tenir compte du fait que des difficultés trop grandes des économies européennes auraient, compte-tenu de l'importance des relations avec elles, des effets négatifs en Amérique même.

### Etat de siège au Nicaragua

Alors que Somoza vient de décréter l'état de siège dans tout le pays, la grève générale se poursuit à Managua, tandis que les combats continuent dans les villes principales. A Leon, deuxième ville du pays, le Front sandiniste contrôle toujours la ville où il affirme aligner 500 combattants face à la Garde nationale et à l'aviation dont il aurait abattu plusieurs appareils. Des combats sont aussi rapportés à Matagalpa et le long de la frontière avec le Costa-Rica.

### Seloncourt : Grève chez Wittmer (sous-traitance Peugeot)

La grève est totale depuis vendredi dernier chez Wittmer à Seloncourt (près de Sochaux), boîte de 170 ouvriers qui travaillent en sous-traitance pour Peugeot Sochaux.

Il y a deux revendications essentielles :

1) Les travailleurs exigent 30 centimes pour tous au 1<sup>er</sup> mai, accroché à un accord salarial prévoyant l'alignement sur les salaires d'AOP (Acier et outillage Peugeot).

Sur les salaires : Le patron a annoncé qu'il n'y aurait aucune augmentation en 1979 (c'est-à-dire une baisse réelle de 10 ou 12 % !).

2) Contre six licenciements décidés par le patron, suite à des «absences répétées».

Déjà en novembre dernier, une grève de 48 heures avait imposé le maintien de la prime de fin d'année (1 190 F pour un OS) et l'alignement sur AOP.

La direction prétend que «toute augmentation met l'entreprise en danger» alors même qu'elle a des projets d'investissements et que le travail ne manque pas.

Il semble que la boîte soit particulièrement mal gérée par un patron incompétent, mais il est certain aussi que c'est Peugeot qui fixe ses prix de sous-traitance, qui refuse la diversification de l'outillage et peut-être même soutient l'attitude intransigeante de la direction.

En AG mercredi, diverses initiatives de popularisation ont été envisagées pour construire un rapport de force local.

Correspondant

### Le Comité de soldats du 76<sup>e</sup> RI de Vincennes communique

Cela a commencé par peu de choses. Un simple tract distribué dans la caserne à propos du «brisage» de la grève des éboueurs parisiens en octobre 1978. Puis, un tract commun paysans du Larzac-soldats. Puis, une conférence de presse de ces mêmes personnages à la Ligue des droits de l'homme, puis le bombardement de camions militaires par les paysans du plateau, puis la participation à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai. Puis un journal étoffé qui paraît régulièrement. Puis... c'est trop pour la Sécurité militaire ! Cinq mutations viennent d'avoir lieu. Il est vrai que pour la Sécurité militaire «Dans le doute, elle ne s'abstient pas mais mute au loin».

### Communiqué

«L'avortement, c'est un droit des femmes. Le choix d'un enfant ça nous appartient !».

Quatre heures de forums-débats avec les comités en lutte pour l'avortement et la contraception, **vendredi 8 juin, de 19 heures à 23 heures** (buffet sur place), à l'AGECA, 177 rue de Charonne (Paris 11<sup>e</sup>). On y discutera :

- De quel centre d'IVG nous voulons ;
- Quelle riposte à la campagne actuelle ;
- Les revendications des jeunes et des immigrées ;
- L'action dans les entreprises ;
- Etc.

Organisé par la Coordination région parisienne des comités de lutte pour l'ouverture des centres d'IVG.

### Toulouse : Radio Barbe Rouge re-saisie

Radio Barbe rouge, une radio libre toulousaine, a été pour la seconde fois cette année l'objet d'une intervention policière. Elle en était à sa 15<sup>e</sup> émission d'une nouvelle série hebdomadaire, diffusée en différé d'un lieu différent à chaque fois pour tenter d'échapper aux flics. Pourtant, cette méthode n'a pas arrêté ces derniers qui, à l'aide de gonios portatifs, ont réussi à repérer la radio libre. Les flics sont intervenus en procédure de flagrant délit, sans mandat, et ont fait irruption dans l'appartement d'où était diffusée l'émission, révoquer au point, procédant à 15 interpellations. Une perquisition était entreprise par les flics qui saisissaient le matériel. Trois personnes sont inculpées, mais les animateurs de radio Barbe rouge ont l'intention de réémettre aux jours et heures habituels.

#### KAMPUCHÉA : CONTRE-OFFENSIVE DE LA RESISTANCE

De violents combats se déroulent ces jours-ci autour de la ville de Poipet où des milliers de combattants kampuchéens affrontent les troupes vietnamiennes.

#### ELECTIONS EUROPEENES : JEUDI, 4 PAYS VONT AUX URNES

Les élections pour l'élection des députés au parlement européen se sont déroulées ce jeudi dans 4 pays de la CEE : la Grande-Bretagne, l'Irlande, les Pays-Bas et le Danemark. Si les électeurs de ces pays votent avant leurs 5 voisins, ils ne connaîtront en revanche pas avant le reste de l'Europe, les résultats dans leur pays respectif, le dépouillement ayant lieu dimanche dans l'ensemble de la CEE.